

Contribution pour une Europe plus forte

La crise des réfugiés

Contribution à la controverse de Lomme

L'actualité économique m'inspire ce qui suit. Une compagnie maritime mondiale de transport de « fret » se trouve sur le point de faire faillite. Les « cargos » de l'entreprise se trouvent dispersés et isolés en mer dans l'attente de sa liquidation judiciaire. En attendant, aucun port ne souhaite recueillir ces « naufragés économiques », de peur qu'ils ne règlent la « note » du traitement portuaire de leurs cargaisons. A l'annonce de cette « nouvelle » plutôt « banale », j'ai immédiatement fait un rapprochement, « intuitif » et « honteux » mais « sincère », entre cette « flotte de cargos » à la dérive et ces « radeaux en perdition » que constituent, en Europe, les « camps de réfugiés » dont la « cargaison » de « naufragés politiques », de « victimes de guerre » et de « migrants économiques » dans l'« expectative » d'initiatives politiques européennes, égale la condition du fret. « Poussés à la mer » pour les motifs que l'on sait, « échoués » sur les côtes européennes dans des conditions connues, les migrants « dérivent » dorénavant sur la « terre ferme » ! D'où mon questionnement du rôle « combiné » des mers et des terres dans la gestion et la solution de la crise mondiale des migrants.

La « passivité » de la politique européenne me laisse perplexe. Il semble qu'aucune nation de l'U.E. n'entende regarder la « réalité » en face. Une « guerre locale » - cause potentielle d'un conflit mondial ne serait-ce qu'au regard du nombre de nationalités impactées - est susceptible de s'enflammer aux portes de l'Europe. Et seule la Présidence de François Hollande s'en est rapidement « préoccupé » alors que le mal commençait de ronger tout ou partie de l'Asie, de l'Orient et de l'Afrique. Le « bien-fondé » de son action a tout récemment été reconnu et récompensé par la Communauté internationale. « Nous sommes en guerre » ! Alors pourquoi l'Armée de Terre française n'intervient-elle pas dorénavant dans la gestion de la crise des réfugiés, en France, puisqu'aucune armée européenne n'est appelée à intervenir « au sol », sur le théâtre des opérations ? Nos soldats ne sont-ils « bons » qu'à faire la guerre ? Assurément non ! D'ailleurs, la logistique des régiments du Génie et du Train français est probablement, dans son secteur, l'une des plus performantes au monde. Elle œuvre dans des délais « record » à l'établissement d'infrastructures temporaires « solides », à la mise en place de ponts maritimes et de ponts aériens « sécurisés », dans des conditions de guerre, pour autoriser l'évacuation de personnels et l'acheminement de secours. Elle saurait ainsi permettre l'atterrissage d'avions « cargos » de plusieurs centaines de tonnes en rase campagne. Comment dès lors expliquer, toujours en France, que des ministres de la République française, « pataugent dans la merde », sous le regard des caméras du monde entier, dans ce que chacun qualifie de « camps de réfugiés » ? Ces camps sont tout sauf des camps de réfugiés ! Ce sont seulement des camps « sauvages » ! Et s'ils en rappellent d'autres et de tristes épisodes de l'histoire du continent, il n'est nul besoin ici, d'ajouter de la peur à la confusion. Parce que l'idée de guerre, d'invasion et de résurgence des « camps », crée une « psychose » qu'alimentent, avec « délectation », les « théoriciens » d'une « France en miettes », les prochaines élections nationales en « point de mire ».

Il y a là pourtant l'occasion de lever un « tabou » qui prend racine, en Europe, à l'issue des deux derniers conflits mondiaux. Celui des camps ! Camps de prisonniers de guerre ? Camps de rétention préventifs ? Camps d'internement ? Camps de travail ? Camps de redressement ? Camps de

personnes déplacées ? Camps d'hébergement pour réfugiés ? Camps de concentration ? Camps d'extermination ? Il n'y a que l'embarras du choix ! Il faudrait donc commencer par « choisir son camp » ! Mais nul n'a la « lucidité » de se « servir » justement des « événements », pour construire paradoxalement des camps « décents » d'hébergement pour réfugiés, une occasion historique, unique et inespérée de « renverser la vapeur », de refermer pour longtemps - pour ne pas dire à jamais -, par une action volontaire, « positive » et « concrète », la « plaie » que constitue, encore et toujours, l'idée « seule » de l'existence « honteuse », des « camps de concentration et d'extermination », en Europe, au cours de la 2^{nde} Guerre Mondiale - et au-delà dans le reste du Monde, afin d'en « finir » vraiment avec les « totalitarismes ». Réalisez même, qu'à ce jour, la condition des « prises de guerre » (terroristes) n'égale pas celle des « victimes de guerre » (réfugiés). Les premières sont très paradoxalement « choyés » à l'égal des prisonniers de « droit communs » alors que les secondes sont parquées comme des « bêtes de somme » sur des terrains vagues, dans des tentes, exposés aux intempéries, dans des conditions assez similaires, d'ailleurs, à celles que connurent les « simples soldats » faits prisonniers, toujours au cours de la 2^{nde} Guerre Mondiale. On inverse donc délibérément la condition et le traitement des « protagonistes » parce qu'on ne réalise pas suffisamment « l'état de guerre » ! Puisque « c'est la guerre », l'intervention de l'Armée de Terre doit être « coordonnée » pour conduire, sans délais, les travaux et l'agencement des terrains des futurs camps d'accueil français et européens afin qu'ils soient « dignes » de répondre à un minimum d'exigences, par exemple, celles du soldat français d'aujourd'hui. Mais comme certains élus locaux refusent déjà de « viabiliser » les terrains communaux pour nos propres concitoyens Roumains qui se déplacent à l'intérieur du continent pour « travailler », on éprouvera naturellement le plus grand mal à le faire pour des « Zarabes » dont la motivation « sournoise », contrairement aux « manouches charpenteurs », consiste d'abord à vous « apitoyer » dans le but ensuite de vous trancher la gorge dès que vous leur aurez tourné le dos ! Et pendant ce temps là, le soldat français dort à l'hôtel, à Paris ! Toutefois le précédent des « Taxis de la Marne » démontre que l'Armée française a toujours su faire preuve d'une grande « originalité » probablement pour mieux vaincre ! Ça me plaît cette « marque de fabrique » nationale ! Et « force » est de constater que ça marche ! Voilà pourquoi j'insiste afin qu'elle « persévère » dans cette voie et commence à se pencher, s'il lui plaît, sur les « petits soucis » des ces « camps de la honte » dont seule la « dérive » est inquiétante, en réalité. Mais avant de contribuer concrètement à un début de solution au « problème des réfugiés », j'invite cordialement les historiens de l'Armée de Terre, les officiers des Corps du Génie et du Train, à revenir et à réfléchir sur un « épiphénomène » historique, relatif cette fois-ci, à la 1^{ère} Guerre Mondiale : celui de l'accueil, sur le sol français, des volontaires de l'Empire (Africains, Maghrébins, Arabes, Asiatiques, etc.) et des alliés (Européens, Américains, Canadiens, Australiens, Indiens d'Amérique, Indiens britanniques, etc.) ouvriers et soldats qui contribuèrent ensemble (cf. DEROO ÉRIC, « *Ensemble, ils ont sauvé la France, 1914-1918* », Cinéma des Armées, ECPAD, 2008) à l'effort de guerre. Après quoi vous m'expliquerez probablement pourquoi ce qui fut possible, il y a tout juste un siècle avec des moyens techniques moindres et des conditions politiques détériorées, ne puisse se réitérer aujourd'hui dans des conditions, au moins similaires. Je vous demande ceci, en pensant, en ces temps de commémoration, aux soldats de l'Empire français, à ceux des armées alliées, à toutes ces « armées de fourmis », tombés à la fois « au combat » et « au travail », afin qu'un continent, le notre, dont la plupart n'était pas les « natifs », retrouve la paix ! C'est peut être ce qui fait que le secours des « opprimés » et des « justes » demeure une question d'Honneur pour le soldat de France ! Ne serait-ce plus le cas ? Cette cause mérite par conséquent une conduite « digne », « courageuse » et « exemplaire », seule

capable de mettre un terme aux chagrins d'« Europe » dont les yeux emplis de larmes, lui diminue la vue d'une « façon » préoccupante.

En termes géographiques cette crise migratoire met en lumière et plus encore en question les espaces que constituent les « frontières » en tant qu'interfaces « naturelles ». Ces temps-ci notamment, les politiques utilisent les mers comme « filet de tennis », derrière lequel les gouvernements « se renvoient la balle ». C'est le cas de la France et de l'Angleterre, de la Grèce et de la Turquie. Certaines de ces interfaces orientent de façon plus ou moins propice les artères de communication en conditionnant simultanément la taille des infrastructures de transport. « *La frontière est posée sur le port de Calais et le Tunnel sous la Manche* ». Or une problématique humanitaire exceptionnelle et d'envergure internationale déborde ponctuellement une problématique technique locale de sécurisation des transports, somme toute courante, pas prévue pour faire face à des « intrusions » humaines répétées ou massives. Ainsi, à un moment donné, les difficultés engendrées par la présence croissante de migrants - qu'ils soient en situation régulière ou pas important peu - laissent peu d'alternative pour s'assurer, non seulement de leur sécurité mais également de celle des habitants et des usagers des transports frontaliers. Une seule présence humaine au sein du Tunnel sous la Manche sanctionne l'ensemble du trafic ferroviaire en mettant en danger la vie de l' « intrus » comme de celles de l'ensemble des usagers. Un seul passager de trop sur un « rafiau » chargé à « ras la gueule » envoie ce dernier par le fond dès que la houle se lève. En conséquence de quoi, l'encadrement des migrants doit être effectué avant qu'ils ne « touchent » le continent européen, pour qu'il n'y ait pas plus de soucis sur les frontières externes que sur les frontières internes de l'U.E. (cf. l'affaire récente des policiers belges qui conduisaient des migrants, vers Calais, à travers champs, annonce clairement un nombre incalculable de « brouilles » politiques, si l'on ne prend pas la migration en charge, au-delà des frontières de l'U.E.). Les accords passés avec la Turquie vont sensiblement dans ce sens mais ne sont évidemment qu'un « pis aller » qui prouvent malheureusement que l'U.E. « tourne le dos » à cette « affaire » pour mieux s'en « laver les mains ». L'hypocrisie à cette échelle, après tant d'« acclamations » de « bienvenue », c'est du « jamais vu » ! Mais n'y voyez pas trop rapidement le « cynisme » de l'« homme blanc » dont la « supériorité » se réduit désormais à « peau de chagrin » mais la volonté, au départ, de bien faire et d'être perçu comme tel, rapidement et malencontreusement rattrapée, ensuite, par le manque de méthode et surtout l'incompréhension évidente comme la mauvaise évaluation de l'ampleur du phénomène, à l'origine duquel, il y a une guerre « complexe ». Voilà pourquoi il faudrait dorénavant agir avec plus de méthode et en coordination avec l'ensemble des pays européens et des pays limitrophes de l'U.E., pour diriger les flux de migrants de telle sorte qu'ils ne suscitent pas davantage de divisions, par la multiplication des conflits politiques, au sein de l'U.E., qui n'avait franchement pas besoin de ça ! Et si « *les emmerdes volent en escadrille* » comme l'affirmait le Général De Gaulle, il conviendrait dorénavant de se consacrer à la mise en place des infrastructures de base suffisamment « solides », capables de les « supporter », afin de leur interdire la détérioration globale de la situation continentale et mondiale. Les experts estiment que cette crise migratoire pourrait durer encore dix ans ! Alors doit-on continuer de compter sur d'incessants « retours à l'envoyeur » chacun retranché derrière ses frontières ou bien se saisir du problème « à bras-le-corps » ? Le cas échéant il est urgent de démanteler les camps « sauvages » pour leur substituer rapidement des camps nationaux d'hébergement « décents » pour réfugiés, en nombre suffisant, normés, réglementés et sécurisés.

D'après Monsieur Esnée de MSF, l'accueil des réfugiés politiques représente déjà un défi ! Qu'est ce que ça sera lorsque le climat s'en mêlera ! Mais c'est là l'occasion d'un exercice « grandeur nature »

dont l'U.E. tirerait des enseignements, à bon compte, utiles à tous, dans le cadre d'un avenir en « commun » sans plus d'affinités ! Les moyens humains et les ressources matérielles manquent dans la constitution et le traitement de « dossiers » des réfugiés. Ils manquent des « terrains » et des « structures » d'accueil. Il manque toute une logistique de base de points d'eau potable, de sanitaires, de toilettes et de collecte de déchets. Il manque probablement des couchages, des couvertures, des produits de toilette et des vêtements de saison. Il manque la sécurité contre les risques courants, les maladies et les agressions. Il manque de moyens d'information et de communication. Il manque des traducteurs. Il manque des contacts humains. Il manque donc toute une organisation et assurément un règlement. Monsieur Esnée estime que « *des milliards sont dépensés dans la sécurité au lieu d'être investis dans l'accueil* ». Néanmoins le danger à l'intérieur et à l'extérieur des camps est bien réel. L'« anarchie » qui règne autour des camps « sauvages » et des camps « improvisés » totalement « débordés » n'arrange pas la situation puisqu'elle suscite la rébellion puis la révolte des habitants comme des usagers locaux, à cause des pillages et des dégradations des zones de cultures, des interpellations intempestives des routiers, etc. Alors la situation se fige sans qu'aucune solution ne puisse y être apportée. Le camp de Calais, à l'image des camps dans les îles grecques, se transforment en « prisons » à ciel ouvert. Les prisons sont-elles pour autant des « zones de non droit » ? Non ! Sont-elles l'objet d'un règlement ? Oui ! On parle ensuite de « ville dans la ville » ! Là évidemment la relation avec les « banlieues difficiles » est toute trouvée ! Or c'est bien pire que ça « braves gens » ! Il s'agit de véritables « bidons-villes » ! Ceux-là mêmes qui abritaient il y a si peu de temps encore des migrants économiques européens dont le problème n'est qu'en partie solutionné. A l'évidence l'ensemble du problème migratoire deviendra « redoutable » si l'on n'opère pas ponctuellement des choix dans la priorité à accorder aux différents motifs de migration et aux solutions à y apporter. Cela n'a pas de rapport avec les critères relatifs à l'individu. Mais la guerre et l'état d'urgence l'exige maintenant ! On ne pourra pas transiger longtemps entre migrants économiques et réfugiés politiques sans créer un mécontentement général et permanent au sein de la communauté nationale et européenne. La solution était déjà tellement « difficile » à mettre en œuvre pour des ressortissants roumains. Seulement en apportant des solutions de façon permanente, on produit un « appel d'air », que les « passeurs » saturent pour du « fric » en conduisant leurs « pigeons » sur les « rives de la déception » sur lesquelles le pourrissement de la situation nouvelle est immédiatement perceptible, avec tous les risques d'exaspération et d'explosion que cela comporte, plus aigus encore peut être du côté des habitants que du côté de migrants, qui contrairement à ces derniers, n'ont pas vocation à rester sur place. Leur faudra-t-il « supporter » chaque vague de migrants ? Faudra-t-il également repenser le système pour chaque type de migration ? Voilà la France dans l'enfer de Sisyphe ! Monsieur Esnée rappelle que « *la mort guette les migrants sur les axes de communication* ». Voilà pourquoi les camps « sauvages » qui leur sont contigus doivent tous être détruits au profit de camps d'accueil de réfugiés « réguliers » éloignés, autant que possible, des grands axes de communication, pour donner la priorité au secours « minimal » et « vital », au temps de l'accueil « posé » et « réfléchi », plutôt que de procurer, « sur le champs », les moyens de faire aboutir, un « périple » et un « projet », dont on peut raisonnablement douter de la « viabilité ». Les déceptions sont déjà si nombreuses dans le cadre « normal » des migrations économiques ! Alors pourquoi « mettre les moyens », si en fin de compte, les migrants retournent sur leurs pas ? La priorité c'est la mise en sécurité des « exilés ». La destruction des camps reste évidemment susceptible d'entraîner la constitution de nouveaux campements sauvages. Mais ils seront repérés et rasés à la hauteur des disponibilités immédiates au sein des camps « réguliers » ! Enfin si l'admission sur critères pose un problème d'éthique, on peut considérer qu'elle n'est pas

sans fondement, surtout lorsqu'elle concerne les plus « fragiles ». Certains élus réclament ces critères d'admission. C'est une exigence qui doit être, au minimum, « entendue », à défaut d'être « consentie ». Parce que les exigences des élus locaux priment sans la moindre équivoque sur celles des migrants. Sinon la sanction sera sans appel aux élections ! Et le travail « abattu » jusque là sera totalement perdu ! Et l'argent engagé gâché ! Non seulement les migrants ne doivent pas « tourner en rond » (sous peine de nous faire « tourner en bourrique ») mais les élus ne doivent pas « tourner en bourrique » (sous peine de « tout envoyer balader ») !

Monsieur Stora dénonce en ce sens l'utilisation des peurs par les populistes et préconise des politiques et des pratiques plus « solidaires ». Mais la « solidarité » ça consiste en quoi ? C'est agir avec le sentiment et une attitude de responsabilité mutuelle. C'est entrer de façon volontaire dans une communauté de responsabilité et d'intérêts. C'est avoir la conscience d'une interdépendance individuelle et collective. Encore faudrait-il commencer par là où la Controverse de Lomme s'est achevé, c'est-à-dire en établissant comme l'indiquait le dernier intervenant « *notre responsabilité [commune] dans la survenue de ce chaos* », en « *assumant [de façon collective] le passif mondial pour mieux le régler* ». Monsieur Stora a raison lorsqu'il affirme que « *l'image de la guerre fait irruption en Europe ; qu'avec l'Europe s'était éloignée l'idée de guerre* ». Or, puisque la base de la crise migratoire, c'est la guerre, il n'y a « guère » que l'Europe qui puisse y répondre, et ceci d'autant plus que le conflit se déroule non loin de sa frontière. Certes l'Europe reste une évidence en termes de refuge aux yeux des migrants. Mais si ces derniers sont vite « déçus », ou pire encore, se sentent « trahis », c'est déjà parce que l'Europe n'est pas la solution « naturelle » pour des « réfugiés » qui ne souhaite qu'une chose : rentrer « chez eux ». Ensuite parce que les Européens eux-mêmes ne supporterait pas ce qu'ils qualifient déjà d'« invasion » ; ce que confirme les résultats d'un sondage de la Fondation Jean Jaurès, présenté par Benjamin Stora, qui se passe de commentaire. Ensuite parce qu'il faudrait que les européens s'extraitent du point de vue « continental », qui ne consiste à voir dans cette migration, que la « décadence » d'une civilisation et l'échec de quelques « peuples » sans importance qui se querellent comme des « enfants » depuis toujours. Mais la « responsabilité » d'un tel « désastre » relève du « choc » des civilisations et des nations du monde, France et Angleterre en tête ! Si la situation est à ce point « inquiétante » pour les habitants, « dérangés » dans leurs habitudes ; celle des migrants, « coupés » radicalement des leurs, est amplement plus « dégradante ». De quel côté se situent alors le plus la gêne et la culpabilité ? Du côté de celui qui donne ou de celui qui reçoit ? Des deux côtés malheureusement ! Un garçon d'à peine dix ans, exilé avec sa famille aux Etats-Unis, affirmait récemment sur France Info, sans l'ombre d'une hésitation, qu'il voulait « *retourner en Syrie parce que là bas, au moins, il était riche... alors qu'aux Etats-Unis, aujourd'hui, il est pauvre...* ». Aujourd'hui, ceux qui côtoient de près le « problème » pressentent assurément la gêne et l'inquiétude qui émane d'un tel état de « misère ». Pourtant il ne s'agit que de pauvreté « matérielle ». Notre richesse à tous consisterait plutôt à se diriger l'un vers l'autre, pour y mettre, au minimum, un « frein ». Seulement l'Humain reste « ambitieux » même au bas de l'échelle ! Les migrants volent ainsi vers le « miroir aux alouettes » (Angleterre) déjà au mépris de l'esprit de solidarité envers leurs propres « compatriotes », ensuite de celui même des « aidants », qui leur permettrait au minimum de s'établir « communément », avant l'hiver. Ensuite les habitants locaux défendent « becs et ongles » le « presque rien » qu'ils ont acquis en France, également au mépris de ces valeurs de solidarité, celle là même qui leur ont justement servit et permit d'en être arrivé à « un peu plus que rien ». Un « presque rien » que les Syriens ont perdu « en un rien de temps » ! Voilà pourquoi je m'interroge sur le fait de lâcher sans cesse de l'argent dans l'opération !

Parce que chacun cherchera à en retirer un intérêt personnel, matériel ou émérite, seulement pour sa « pomme » mais pas « prioritairement » pour la communauté des valeurs ! Or c'est cela qu'il vaudrait mieux rechercher en priorité. Parce que dans le flot des migrants, quelques-uns disposent de « moyens » mais « pioche » tout de même, là où ceux qui n'ont absolument plus rien, trouvent tout juste le « minimum ». Dans la migration les catégories sociales ne sont pas abolies mais « éteintes » volontairement ou involontairement, notamment à cause de la barrière de la langue. Or si la relation de solidarité s'oriente la plupart du temps de l'accueillant vers l'accueilli, il conviendrait d'établir également une solidarité « communautaire » ou des « communautés solidaires », plus homogènes sur le plan de l'origine géographique mais plus hétérogène dans le registre de l'origine sociale. Et qu'enfin la relation de solidarité s'oriente également, des « anciens » accueillis vers les « nouveaux » accueillis, et réciproquement. Sinon, la part de migrants qui constitueraient autrement la part de l'immigration « choisie sur critères », se trouvera constamment avantagée. Tous les « autres » retomberont sur les bras de « volontaires » toujours très « enthousiastes » au départ mais dont l'épuisement annonce, un jour ou l'autre, le renoncement. Je me demande par conséquent si l'immigration choisie (même pour des enfants) ne constitue pas une immigration « zéro » (en termes qualitatifs). Souvenez-vous lorsque vous étiez enfants, du jour « maudit » où vos parents vous ont annoncé, sans coup férir, le déménagement de la famille, vous coupant brutalement de vos « repères » quotidiens, de vos copains et de vos copines ! Alors certes retrouvez les membres de la famille d'un enfant doit être une évidente priorité mais un mal difficilement réparable a probablement déjà fait son œuvre. Et la famille plus ou moins proche n'est pas l'assurance d'un traitement « aimant » et « décent ». Surtout que la « communauté de sang » n'est parfois en rien représentative de la « communauté de culture » dont les valeurs tendent à s'étioler et à se perdre, en cours de route. Ne croyez donc surtout pas avoir solutionné le problème. Ces hommes, ces femmes et ces enfants, sont nos semblables. Dans l'adversité, la fierté se « cheville » au corps mais l'esprit et le cœur migrent indéfiniment ! Comment dès lors prendre une bonne décision ? Quoi faire ? Où aller ? Ils restent là « la main tendue » pour manger et dormir à l'abri ! Et ça ira comme ça ? Les secours restent indispensables. Mais la bonne intention induit aussitôt le revers de la médaille. Est-il aisément acceptable, pour un être humain, quel qu'il soit, d'avoir à réclamer, entre autres, (...) de l'attention, (...) de la compréhension, (...) de l'argent, (...) un repas, (...) un toit, (...) de quoi se laver, (...) des vêtements, (...) des sous-vêtements, (...) du papier hygiénique, (...) des serviettes hygiéniques, (...) une relation « amicale », (...) de l'amour, (...) plus (?), (...) immédiatement, pendant (...) plusieurs jours, (...) plusieurs semaines, (...) plusieurs mois d'affilé ? Non ! Le corps s'ouvre parce qu'il « réclame », par nécessité, mais soyez assurés que l'esprit lui se referme simultanément. Face aux problèmes de cette ampleur, je pense d'ailleurs qu'il y a un repli « matérialiste », là où l'ouverture « sentimentale » est paradoxalement la plus franche. Et un repli « sentimental », là où l'ouverture « matérialiste » est paradoxalement la plus forte. Ce n'est pas chose aisée que d'ouvrir son cœur parce que c'est à chaque fois risqué ! Alors de quoi ont peur les Français en réalité ? Je vous laisse réfléchir... En attendant donnez-leur tout ce que voulez aux migrants. « *Tenez ! Prenez ! Mais partez maintenant... !* ». C'est hypocrite ! Ça leur enlève la dignité dissimulée qu'ils gardent « au ventre » et qu'ils « modulent » pour survivre au seul fait d'avoir à réclamer. Tout être humain a besoin d'un minimum d'estime de soi pour avancer. Comment les « nazis » envisageaient-ils de procéder pour tenter de détruire le genre humain ? En le dégradant « à petit feu » ! En France, la peur du déclassement social est certes « sensible » mais ne se justifie pas pour autant, sauf peut être, de façon paradoxale, pour la frange la plus haute et la plus riche de la société ! Pour vous et moi, ça va, ça vient ! On tombe, on rebondit, ou pas ! Volontairement ou pas !

Question d'habitude ! Question culturelle ? On recourt à l'Etat de droit social, un peu « embarrassé » de réclamer, et puis on repart, avec du courage et un peu de bonne volonté, alors que les migrants ne savent pas, dans l'« immédiat », à qui s'adresser, ni à quoi ils ont droit. A l'opposé, des habitants « inquiets » de la « distribution » d'une partie des « fruits du travail », pour « autrui ».

Alors oui (!) les Français ont des préjugés sur « autrui ». Surtout que ce sont ces quelques mots - « Je suis Français » ! - qui distinguent le plus souvent, dans le monde, ceux dont la communauté se porterait immanquablement à leur secours, en cas de « pépin », des autres. Comme si être Français donnait un avantage. Or c'est la vérité ! Oui les Français ont un comportement et des habitudes qui changent et le monde change aussi mais plus seulement grâce aux Français ! Alors l'argument de la « sensation » du progrès qui « vacille » comme le « pressentent » les « déclinistes », n'a pas plus de « prise » politique, aujourd'hui, qu'elle n'avait de « fondement » scientifique, hier. Il ne s'agissait d'ailleurs « que » de « philosophie de l'histoire », de tentatives désespérées d'explication des aléas du monde, centrées principalement sur l'homme européen et la civilisation européenne. Une philosophie « intuitive » qui soupçonnait seulement que quelques règles scientifiques « intangibles » présidaient à la grandeur comme à la décadence des civilisations, par le simple contraste de la récurrence des « crises » qui conduisaient à la ruine en comparaison de la puissance de l'Etat. Prenant racine au long du 19^{ème} siècle, en s'appuyant notamment sur un propos et des théories totalement infondées, elle contribuait amplement, par la suite, aux malheurs du 20^{ème} siècle, non sans mettre le monde « sans dessus-dessous ». Ce qui conduit, d'après moi, l'Europe et la France à reconnaître, au 21^{ème} siècle seulement, les erreurs de stratégie politique qui, « de fil en aiguille », ont conduit la situation de l'Orient contemporain, à ce qu'elle est aujourd'hui, en conséquence de quoi elles n'ont d'autres choix que de compenser, « au mieux », la part des « pots cassés » ! Or c'est le bon moment et notamment l'occasion de prouver au Monde que la « posture » de la France rejetant la poursuite de la guerre en Irak, par exemple, n'était absolument pas « fortuite ». Que le progrès ne consiste pas à se montrer le plus fort mais le moins con ! Les Français voudraient probablement que le Progrès ne les dépasse pas mais en réalité cette notion les dépasse déjà tout simplement parce qu'elle s'« internationalise » et se « mondialise ». Ajoutez à cela que l'Internationale « socialiste », que nos compatriotes associent, sans « détours », à l'Internationale « communiste » et par conséquent aux camps de redressement par le travail et l'idéologie, a vieilli ! Une Internationale « progressiste » ferait probablement moins peur mais rien n'est moins sûr notamment pour ceux qui laissent entendre que « tout était mieux avant ». La preuve en est que non ! Et « choisir son camp » reviendrait à « balancer » entre « goulag » et « stalag » ! C'est franchement idiot ! Donc pas Français ! Alors revenons-en aux « dignes camps de réfugiés » qui n'auront absolument rien à voir avec l'outil de destruction de quelques idéologies « génocidaires ». Promis ! Il s'agit même du contraire ! Soit trouver la solution « temporaire » d'inclusion des populations menacées dans le monde pour leur « préservation » afin qu'elles soient à même de retrouver leurs états respectifs lorsque la Paix y sera « rétablie ». Dans ce cas de figure, la charge de la sécurité intérieure en conditions « tendue », revient naturellement à l'Armée ! Alors oui, je sais, mon propos n'est pas du goût des « soixante-huitards » qui « pestent » rageusement contre le manque voire l'absence totale de solidarité, de mobilisation, politique et citoyenne. Notez au passage que certains voudraient voir mobiliser les « paras » chaque fois que la SNCF entre en grève ! Pourtant le Gouvernement ne cesse, justement, de promouvoir la « Réserve citoyenne » et le « Service civique », dont les terrains d'intervention sont indépendamment locaux, régionaux, nationaux et mondiaux et qu'il renforce considérablement les effectifs militaires et policiers ! C'est même une source majeure d'emploi pour

les plus « jeunes » qui accèdent au monde du travail ! Voyez donc là le manque de solidarité au sein même de la Gauche ! Je pense donc de façon très contradictoire que c'est l'engagement idéologique qui gêne l'engagement concret ! Parce que je suis « socialiste » je dois m'engager dans cette cause là ! Parce que je suis « nationaliste » je dois me soustraire à cette cause là ! Et la France part en lambeaux avec les Français ! Tentez maintenant d'entrer dans la peau des migrants qui ne savent, ni ce qu'ils veulent faire, ni où ils veulent aller et qui subissent, par-dessus le marché, les « regards » et les « propos », tantôt compatissants, tantôt menaçants, de leurs hôtes, vous réaliserez peut être alors que l'« idéologie de la solidarité » leur apparaisse quelque peu « suspecte » voire « hypocrite ». Ceux des migrants qui ont la chance d'avoir de la famille en Europe, ne souhaitent qu'une chose, c'est la retrouver. Peut être parce qu'en France, la « solidarité » est « mal supportée » car « mal considérée » ?

Les intervenants de la Controverse de Lomme soulèvent d'ailleurs un paradoxe. La volonté d'accueillir plus avec plus de solidarité et plus de moyens alors que les difficultés sont déjà patentes avec un flux de migrants moindre que dans d'autres pays comme la Turquie, la Grèce, l'Allemagne, etc. Pourquoi alimenter la défiance de l'opposition, la méfiance des élus locaux et de la population ? Certaines communes accueillent mais d'autres rejettent les réfugiés. Faut-il contraindre ? Non ! Puisque ce qui ne peut être imposé à quelques nations européennes qui rechignent - dont la France fait partie - ne pourra être imposé aux communes, sous peine de réaction politique inconsidérée. Le problème, c'est que tous les idéologues se servent de ces « événements » pour émouvoir l'opinion publique afin de tenter d'établir une solidarité, « pour » ou « contre » l'accueil des migrants. Or la priorité n'est pas de savoir s'il faut accueillir, ou pas, mais d'accueillir pour retrouver rapidement une situation « normale », en Orient et en Occident. Et il est là, et pas ailleurs, le motif du rétablissement de la « solidarité » en France. On vous aide à vous rétablir pour « repartir » sur de bonnes bases. Donc ça suffit les « paniers repas » qui donnent des « aigreurs » d'estomac à tout le monde ! On travaille « main dans la main » pour le même motif, mais pas pour les mêmes raisons, à ce que les réfugiés retrouvent le sol dont ils sont les natifs ! Je ne peux pas être moins hypocrite ! François Hollande travaille au retour de la Paix dans ces pays à l'échelle politique « Onusienne ». Alors que les élus locaux se chargent, d'ores et déjà, de leur côté, simplement de se saisir, chacun à l'aune de leurs possibilités, des aspects logistiques les plus basiques (hébergement décent et nourriture suffisante) ! Ne leur demandez surtout pas de prouver quoi que ce soit ! C'est ça une attitude de responsabilité mutuelle. C'est ça une communauté de responsabilité et d'intérêts. C'est ça la conscience d'une interdépendance individuelle et collective. Le problème immédiat n'a qu'une origine et qu'un motif ! Que vous soyez pour ou contre l'accueil des réfugiés, l'origine de cette migration provient des « bricolages » politiques successifs occidentaux pour l'accaparement des champs de pétrole indispensables au développement économique et le motif de cette migration, c'est justement l'écroulement de cette « usine à gaz » ! En conséquence de quoi, des « fous furieux » veulent désormais la peau de tout ce qu'a promu le libéralisme occidental, en Orient. Or, cette chose l'aura, si d'aventure l'Europe continue de se « défier » des victimes et plus encore, si les Européens se divisent sur la question, au grès de leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses ! Certains dispositifs sont déjà en place à l'échelle du continent. Mais ils ont été pensés à des fins de « contenir » un phénomène dont l'ampleur était déjà trop importante, dans des espaces géographiques qui ont facilité, à toute les époques, le transit et le passage « naturel » de flux très importants de personnes, en toute illégalité. Or, mafias et passeurs agissent, à l'amont de ces « points chauds ». Par conséquent, dès qu'un « appel d'air » se produit, ces « escrocs » n'ont de

scrupule de le « saturer » de migrants, au seul motif de l'enrichissement personnel. Comme ce « salop » de Consul de France, en Turquie, qui vendait à prix d'or des canots pneumatiques aux candidats à la migration européenne !

Un « appel d'air » n'est cependant qu'un « billet d'entrée » dans la « forteresse Europe », sans accueil « digne », ni soin « décent ». Il faut par conséquent, « conclure » et « établir » des points de « recueil » de migrants, au-delà des mers, dans l'espace même de souveraineté des pays à l'origine du déversement des migrants vers l'Europe, soit sur « terre », soit sur mer, à proximité des ports historiques, pour embarquer un nombre précis de candidats à l'« exil », dans des « cargos », à destination des continents récepteurs de migrants. Ces derniers établiront, à leur tour, plusieurs points d'accueil, répartis équitablement sur le continent « receveur », ne figurant ni des « points chauds », ni des « points de chute » mais des « points de passage » contraints, orientant ensuite seulement, au cours d'une étape suivante, les réfugiés vers des camps « réguliers », sécurisés, sous responsabilité militaire. L'« engagement » de la Turquie contre « rémunération » dans l'accueil massif de réfugiés sur son territoire ne doit pas pour autant être abandonné puisqu'il servira de base à l'organisation d'une opération plus vaste. Car si la Turquie continue d'engranger les flux de migrants, par dizaines voir centaines de milliers, il est fort à parier qu'elle révisera cette « rémunération » pour laquelle elle s'était engagée à soulager l'U.E. d'une migration d'ampleur. Toute l'opération consistera à ce que le nombre constant de réfugiés décrété se maintienne de façon constante en Turquie comme en tout autre pays primo-récepteur (Liban, Jordanie, Israël, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis) alors qu'on opérera simultanément le « délestage » des candidats à l'émigration « lointaine ». Alors les flux de réfugiés en provenance de l'Iraq et de la Syrie pourraient de nouveau se diriger vers la Turquie (ou tout autre pays tiers) en cas de nécessité, à la hauteur des possibilités et des engagements envisagés ou contractés, évitant ainsi tout « enterrement » de la situation, au profit de la « circulation ». Sait-on réellement dans quelles conditions vivent les migrants en Turquie ? Ou va l'argent de l'U.E. ? Parce que si les autorités locales « bousillent » les migrants comme ils purgent, en ce moment, le pays des opposants politiques, l'U.E. - qui pourrait éventuellement être soupçonnée d'avoir « monnayé » un « traitement » dissuasifs voir un « génocide » - aura la monnaie de sa pièce (les Arméniens comprendront). L'accueil dans les pays « primo-receveurs » (Turquie) à destination des pays modérateurs (France) devrait dissuader le passage en Europe par la Grèce, le pays le plus avancé, dans lequel la situation devient vraiment insoutenable. Les migrants s'acheminent par leurs propres moyens vers les pays primo-accueillants ou ils formulent une demande de prise en charge après avoir été informés des conditions. C'est là que les premiers Centres d'Accueil et d'Orientation devraient entamer les quelques procédures de regroupement des populations et recueillir les vœux d'émigration. Les migrants bénéficieraient ainsi du temps de la réflexion avant « embarquement » - à quelques exceptions près - dans l'ordre chronologique des demandes. La traversée s'effectuera sur des bateaux sanitaires de type « cargo », calibrés pour un nombre précis de migrants, aménagés sommairement. Les dossiers administratifs des migrants seront complétés et traités entièrement à bord, le temps, non pas de la traversée, mais qu'il faudra pour que l'ensemble des dossiers des occupants du navire soient suffisamment renseignés pour être « gérés » dès le débarquement sur le sol continental (en évitant de préférence les ports historiques). On aura ainsi une quantité définie de migrants débarqués à mettre en corrélation avec l'effort d'investissement à fournir. Donc plus de hasard, ni de « toujours plus », sans qu'on sache pourquoi. On distinguera alors trois types de migrants : 1) ceux dont les moyens personnels et intellectuels suffisants leur permettront d'y vivre décemment ou qui y ont des attaches familiales

sérieuses; 2) ceux qui n'ont pas les moyens intellectuels et personnels qui leur permettraient d'y vivre décemment mais qui y ont des attaches familiales ; 3) ceux qui n'ont ni les moyens personnels, ni les moyens intellectuels suffisants d'y vivre décemment et aucune attache familiale. Les premiers circulent librement et se débrouillent avec leurs propres moyens mais doivent informer régulièrement de leur situation. Les seconds sont acheminés vers des camps militaires décents, séjours au cours duquel seront noués des contacts avec les membres de la famille résidente pour évaluer sa « capacité d'accueil ». Ils séjourneront dans les camps tant que la situation ne sera pas « éclaircie ». Après quoi ils se rendront auprès de leur famille et informeront régulièrement de leur situation. Les derniers séjourneront dans des camps militaires « décents ». Mais les éléments les plus fragilisés seront, le plus rapidement, et prioritairement recueillis dans des structures municipales, associatives, individuelles, à caractère plus « familiale », constituées en réseau préfectoral d'initiatives de villes et de villages d'accueil, par conséquent, « reconnu » de l'Etat. Aucune autre initiative ne devrait plus être tolérée (indépendants, mafieux, sectes, etc.). Chaque migrant résident d'un camp doit pouvoir bénéficier, selon sa volonté, d'une mutation dans d'autres camps continentaux, dans la mesure des possibilités et après une période de probation. La nature des camps d'accueil des migrants est « militaire » dans son organisation seulement, pour en garantir la bonne tenue, la sécurité générale, celle des usagers, celle des populations locales et en assurer la gestion impartiale, objectivement « en bon père de famille ». Ainsi décréter l'établissement et la construction de « camps décents » sur l'ensemble du continent européen (comme dans d'autres continents) pourrait être la clé d'une « répartition » sans précipitations et sans heurts, des migrants en ville ou à la campagne, selon les volontés de chacun des demandeurs et des receveurs. Parce que les « appels d'air » ne suscitent qu'« anarchie ». Et puisque la solidarité certes « exemplaire » des « mémés de l'île de Samos » qu'évoquait Monsieur Esnée de MSF est récemment « battue en brèche » par l'incendie volontaire, de la part même des migrants, du camp de l'île de Lesbos, on aura bien du mal à convaincre les élus locaux et les habitants européens que le rapport de force demeure sans risque. D'ailleurs certains habitants n'ont pas attendu ces événements pour mettre le feu aux premiers centres d'accueil avant même leur mise en fonction. Cette situation requiert par conséquent la présence « rassurante » de l'Armée.

Évoquer un « front commun pour la solidarité » afin de répartir les réfugiés sur le territoire national ne consiste pas à monter les Français les uns contre les autres mais à combattre sur le front des « valeurs » qui ont fait notre histoire et nous distinguent de bien d'autres nations. Ne comptez donc pas sur quelques villes pour montrer l'exemple. C'est la nation toute entière qui doit faire face à l'ampleur de cette migration. Avoir le cœur sur la main ne suffit plus ! Il faut garder la tête sur les épaules et avoir le cœur bien accroché ! Et tendre l'oreille mais surtout pas la joue ! Tendre la main pour donner du cœur au ventre ! Mettez les moyens à disposition des populations de réfugiés et de migrants, quelque soient les motifs de la migration. Seulement il faudra bien que les accueillants y trouvent également quelques intérêts et que « le malheur des uns continuent de faire le bonheur des autres ». Sinon décidément « tout fout le camp » ! Les valeurs morales ne prennent jamais autant de sens que, lorsque d'un commun accord, elles sont partagées tant par les promoteurs que par les bénéficiaires. Sinon elles ont un « je ne sais quoi » d'humiliant, de rabaissant et de dégradant. N'a-t-on plus prétention aux valeurs universelles dans ce pays ? N'y-a-t-il plus que le confort des « positions acquises » qui compte lorsque défilent les cortèges de malheurs ? Faut-il détourner les yeux ? Non ! Il faut les ouvrir et travailler, avec beaucoup d'ambition, à l'« avenir commun » qui commence par l'élimination des « fauteurs de troubles » ; qu'aucun peuple ne se retrouve plus

« lésé », le « cul coincé entre deux chaises » - celles de la démocratie et de la tyrannie ! Chacun doit, par conséquent, avoir la possibilité d'y travailler, pour y contribuer activement et concrètement ! En conséquence de quoi, les réfugiés devraient se constituer en « communauté culturelle cohérente » afin de retrouver les valeurs qui figurent, en temps de paix, les ressorts d'une symbiose « amicale » à tendre vers la « communauté d'accueil » afin qu'elles échangent pacifiquement même si les conditions sont accidentelles et provisoires. Ensuite ces « communautés culturelles » distinctes devraient mutuellement se rendre « utiles », sans aucune considération « matérielle », ni d'« argent », pour tenter de « chasser » le désir évident de « repli », « l'angoisse » et « l'ennui », au profit de la « stabilité », du « mieux être », du « bien être ». Il n'est nullement question d'esclavage ! Sinon la question « sociale » diviserait un peu plus une société qui se déchire suffisamment sur la question « culturelle ». Soyez assurés qu'au motif de l'« invasion » suivrait celui du « pillage ». Il y a néanmoins un nombre incalculable de « choses » à faire « évoluer », en France, justement sur le plan du social et du culturel ! Par exemple : l'agriculture biologique, la préservation du patrimoine, le secteur des services à la personne qui nécessitent des quantités de main d'œuvre « saisonnières » et « ponctuelles » ; on se plaint du nombre croissant de territoires ruraux, de villages et de hameaux « dépeuplés », « désertés », des écoles, des commerces, des services publics de proximité (poste) et de nécessité (hôpitaux) qui ferment. La croissance démographique est probablement une chance pour l'économie. Encore faut-il bénéficier d'un regain sensible de la croissance économique. Or il semble que ce soit le cas. C'est donc l'occasion de « remettre de la pression dans la chaudière ». Cette migration est probablement une chance et une source d'emploi majeure pour les Français, si seulement, on l'intègre dans le cadre d'une transition économique et culturelle européenne. On demande toujours plus d'engagement ? Il y a celui des « jeunes » comme des « moins jeunes », dans le « Service civique », la « Réserve citoyenne », la « Police » et « l'Armée ». Il y a ensuite celui des services publics en relation, plus ou moins étroite, avec les associations de terrain. On prône le changement et le progrès, l'échange et le partage des valeurs ? Rappelez-vous alors qu'il était autrefois question de demander aux « Rmistes » de rendre service à la collectivité quelques heures par semaine en s'acquittant de quelques tâches pour bénéficier des minima sociaux. Si c'était encore le cas aujourd'hui une injustice criante s'établirait entre « nationaux » et « migrants » qui prennent ce qu'on leur donne sans être redevable de rien. Mais en soutenant le système qui conduit au maintien du fonctionnement de l'état social et de la générosité « locale », associative ou individuelle, en France comme en Europe, les « réfugiés » l'« entretiennent » au profit des « nationaux ». La « migration » intègre alors le système économique et social national. Et, à aucun moment, il n'est question d'assimilation, pour rassurer ceux que cela « perturbe » plus particulièrement. Il faut par conséquent favoriser la situation des migrants pour qu'ils puissent individuellement et collectivement « se remettre sur pieds », se faire « reconnaître » de la nation afin d'apparaître, à nos côtés, comme les « acteurs » et les « soutiens », « volontaires » et « solidaires », des valeurs universelles, que la « barbarie » tente d'abattre en leur brouillant le cœur, la vue et l'esprit. C'est ça une attitude de responsabilité mutuelle. C'est ça une communauté de responsabilité et d'intérêts. C'est ça la conscience d'une interdépendance individuelle et collective.

Donc je le répète une fois de plus la priorité n'est pas de savoir s'il faut accueillir (ou pas) mais d'accueillir pour retrouver rapidement une situation « normale » en Orient et en Occident. C'est ça l'unique voie du rétablissement de la « solidarité » en France, en Europe et dans le Monde. On vous aide à vous rétablir pour « repartir » sur de bonnes bases. Fini les « *Tenez ! Prenez ! Mais partez maintenant... !* ». « *On fait quelque chose pour vous ; faites quelque chose pour nous !* ». On trouvera

là l'intention d'échanges et une tentative d'établissement - de « rétablissement » des valeurs qui se perdent dans les crises, les conflits et leur conséquence, la migration. Or qu'est ce que veulent les Français ? Que leurs valeurs transcendent les frontières ? Voilà l'occasion rêvée d'initier et de convaincre ! De retour « chez eux » avec un peu de « chez nous » c'est probablement l'idéologie « infâme », qui anime les « fauteurs de troubles », qu'on « éteint » en douceur, pour que la « Vie » y retrouve sa place et ses droits. C'est une expérience à vivre dans le temps. Alors fluidifier les dispositifs et les relations permettant la mise à l'abri de population « étrangères », sans que ne soit remis en cause le modèle politique et culturel européen et français, est une condition indiscutable. J'observe déjà, à titre personnel, avec beaucoup de fierté le rôle de l'Armée française dans la protection des populations opprimées dans le monde entier. Je serai donc personnellement très fier que cette attitude exemplaire fédère l'ensemble des armées nationales du continent dans une Communauté Européenne de Défense dont la motivation - et la première mission - aille délibérément à l'encontre de l'histoire tragique du 20^{ème} siècle, en luttant pour la préservation de l'Humanité dans tous ce qu'elle compte de diversité. Comment réparer l'histoire de la « colonisation » ? Comment effacer les traces des « totalitarismes » et les « camps de la honte » sans oublier ? En établissant des camps de réfugiés à l'aune des valeurs contemporaines ! A nouvelle Armée, nouvelles missions ! A nouvelle situation, nouvel engagement ! « Nous sommes en guerre ! ». Suivre les « desseins » de l' « infâme » reviendrait à accepter l'« escalade », à laquelle il nous convie, pour mieux nous perdre. Car l'escalade conduit toujours les plus « véhéments » à « dévisser », surtout lorsqu'ils empruntent aventureusement des voies, autres que celles qui ont menées, occasionnellement, aux sommets et plus durablement à une « sécurité », seulement « relative ».

Ø **Un schéma explicatif résume le projet à la page suivante.**



ROBERT BOUSBA,

Adhérent à Provins.